

La leçon d'Europe du professeur Macron

■ Le président français et le Premier ministre Michel ont échangé sur l'Europe avec un millier d'étudiants, à l'UCLouvain.

Ambiance Olivier le Bussy

L'arrivée tardive du président français Emmanuel Macron et du Premier ministre belge Charles Michel est saluée par les applaudissements des travées, bondées, de l'Aula Magna de l'Université catholique de Louvain, qui domptaient leur impatience. En cette fin de matinée, un millier d'étudiants sont venus prendre part à un débat sur l'Europe avec les orateurs du jour. Lorsque ces derniers pénètrent sur la scène, les y attendent déjà une cinquantaine d'étudiants, Michel Liégeois, président de l'Institut des sciences politiques Louvain-Europe et la journaliste de la RTBF, Johanne Montay, modérateurs du débat. Après les mots d'accueil de circonstances, le recteur Vincent Blondel met les deux hommes en garde: *"Tous les étudiants présents ne partagent pas vos opinions politiques. Certains seront peut-être critiques, voire très critiques."*

Revient à Tom, étudiant en master 2 droit européen, d'ouvrir le bal des questions. Dubitatif quant au concept *"d'Europe à plusieurs vitesses"*, porté par MM. Macron et Michel, il interroge: *"Comment réalisez-vous l'Europe à deux ou à trois?"* Emmanuel Macron déroule: *"L'Europe à plusieurs vitesses existe déjà. La grosse erreur a été de croire qu'on peut toujours tout décider à vingt-huit. C'est l'Europe de la plus grande ambition qui attire les autres. Je suis favorable à ce qu'on change les traités, mais celui qui ne veut pas avancer ne peut pas bloquer les autres."* Ce que fit, de facto, la France, après le rejet du traité constitutionnel européen en 2005, rappelle-t-il. Pour les changements de traités, on verra, en-

chaîne Charles Michel, qui juge toutefois que *"l'Europe a besoin d'un nouvel élan"*.

"Il faut être très précis"

Le débat dérive vers la politique française. Maxime, étudiant en histoire, déplore que les lobbies, dont le pétrolier Total, impriment leur marque sur la politique climatique de la France, ce qu'avait, selon lui, dénoncé Nicolas Hulot, avant de démissionner de son poste de ministre de la Transition écologique et solidaire. *"Il faut être très précis, corrige le "professeur Macron", c'est au lobby de la chasse que Nicolas Hulot faisait allusion."* Il justifie ensuite la politique du gouvernement, qui a provoqué la fronde des *"gilets jaunes"*, qu'il appelle (sans les nommer) *"au dialogue"*. Il s'agit, *"d'une part, de taxer davantage les énergies fossiles et, d'autre part, d'avoir un accompagnement des plus modestes"*. *"Les choses ne se font pas spontanément"*, ajoute-t-il, citant Rimbaud: *"Il y a une dure réalité à étrein-*

dre. Il faut pouvoir regarder en face les gens qui vont perdre leur emploi quand on va fermer les centrales au charbon." Pour aller de l'avant sur le sujet climatique, sans être pénalisée par la concurrence, l'Europe doit instaurer une taxe carbone à ses frontières, défend le Français.

"Que comptez-vous faire pour protéger les universités des forces du marché?" s'enquiert ensuite une étudiante. Réponse tout en ironie mordante, d'Emmanuel Macron: *"Merci pour cette question précise et toute en nuance."* Et de se lancer dans une explication de sa vision du rôle de l'université et de la collaboration entre le public et privé. Le professeur Macron occupe le devant de la scène, les doigts de sa main énumèrent les arguments de son raisonnement. En retrait, Charles Michel se rappelle au bon souvenir de la salle: *"Telle que je connais Johanne Montay, je sais qu'elle fait des efforts surhumains pour ne pas interrompre l'orateur."*

Le thème initial du débat refait surface: Emmanuel Macron ne prend-il pas un risque d'écarter des électeurs en réduisant l'enjeu des européennes de 2019 à une lutte entre *"progressistes"* et *"populistes"*? Au second qualificatif, le Français dit préférer celui de *"nationalistes et de démagogues"*. Il s'agit *"de désigner l'adversaire"*, insiste-t-il. *"Ils auront gagné"*, si au lendemain des européennes, *"aucune majorité n'est possible"*.

"Ne jetez pas des papiers partout"

C'est la tradition: pas de visite de politiques dans une université sans protestation. Des activistes déploient une banderole et accusent les gouvernements *"assassins"* belge et français. L'un d'eux dénonce l'intervention des CRS à l'université de Tolbiac, en avril 2018. *"Ne le sortez pas, je lui répondrai après"*, dit le Président à la sécurité, avant de morigéner l'étudiant qui a jeté en l'air une poignée de tracts: *"Ne mettez pas des papiers partout parce que quelqu'un va les ramasser; et ce ne sera pas vous."* La salle s'esclaffe; le fauteur de troubles s'en va de lui-même. L'opération perturbation a été désamorcée en deux phrases.

Arrive la question sur l'armée européenne qu'Emmanuel Macron appelle de ses vœux. *"Il n'y aura pas d'Europe plus unie si on dit, à un coin de l'Europe: on ne peut plus vous protéger, vous devez faire appel à quelqu'un d'autre"*, plaide l'occupant de l'Élysée. Charles Michel sait que la question suivante est pour lui. *"Opter pour les avions F-35 américains, est-ce compatible avec une armée européenne?"* l'interpelle Johanne Montay. Le Premier détaille comment et pourquoi le gouvernement a opéré ce choix, qu'il assume. Et rappelle que la France n'a pas soumis d'offre pour le Rafale. À cela, le professeur Macron n'a rien répondu.

"C'est l'Europe de la plus grande ambition qui attire les autres."

Emmanuel Macron